



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique extraordinaire du
22 décembre 2016**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte cette séance du Conseil de Métropole du 22 décembre 2016.

Je souhaite la bienvenue à la tribune à Monsieur Pierre Pouëssel, Préfet de l'Hérault, à Monsieur Kléber Mesquida, Président du Conseil Départemental de l'Hérault, à Monsieur André Pezziardi, Président de la Chambre Régionale des Comptes, à Monsieur Pascal Otheguy, Secrétaire Général de la Préfecture, à Monsieur Daniel Villessot, Directeur Général des Services du Département de l'Hérault, et à Monsieur Christian Fina, Directeur Général des Services de la Métropole et de la Ville de Montpellier.

Il n'y aura pas de rôle d'observations, aujourd'hui. Je propose d'emblée à Mademoiselle Bodkin de faire l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Président

L'appel est fait. Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

L'ordre du jour ne comporte aujourd'hui qu'une seule affaire qui traite du transfert de compétences du Département de l'Hérault à la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole. Je mets aux voix l'approbation de l'ordre du jour.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 1 affaire.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION – NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA REPUBLIQUE – TRANSFERT DES COMPETENCES DU DEPARTEMENT A LA METROPOLE – CONVENTIONS – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Si vous êtes d'accord sur le principe, nous allons procéder de la façon suivante, pour conserver le parallélisme des formes que nous avons respectées ce matin au Département de l'Hérault.

Je m'exprimerai sur l'affaire. Ensuite, je donnerai la parole aux élus métropolitains. Ceux qui souhaitent s'exprimer pourront le faire. Lorsque le débat sera terminé, nous passerons au vote de l'assemblée. Après l'enregistrement du vote, je donnerai la parole au Président du Conseil Départemental de l'Hérault, Kléber Mesquida, et ensuite au Président de la Chambre Régionale des Comptes, André Pezziardi, et enfin au Préfet de l'Hérault, Pierre Pouëssel. Et un petit pot amical, si tout se passe bien, sera servi à cet étage dans le hall de cette salle de réunion.

Aujourd'hui s'achève une série d'épisodes qui ont émaillé la chronique, mais qui ont émaillé la chronique sans jamais dépasser les limites. Avec Kléber Mesquida, nous avons travaillé 17 ans ensemble, au Conseil Départemental de l'Hérault. Nous sommes capables, même quand nous ne sommes pas d'accord, de nous

parler en face et de le faire avec courtoisie, ce qui s'est toujours passé entre lui et moi. Je le remercie parce que nous avons toujours gardé cette façon de procéder, et il est important que nous ayons pu procéder de la sorte.

Vous savez que la loi NOTRe, Nouvelle Organisation Territoriale de la République, demande que des compétences, au minimum trois, soient transférées des départements à la Métropole lorsqu'il y a une métropole. Les compétences qui ont été demandées par la Métropole, avec l'accord des Maires ici présents, ont été les suivantes : Le Fonds Solidarité Logement (FSL), le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ), et la culture.

Nous avons débattu pendant de longues semaines, parce que c'est normal. Il est normal que le Président du Conseil Départemental défende le Département, et il est normal que le Président de la Métropole défende la Métropole.

Après, nous nous sommes mis d'accord. Sachez une chose importante. Jusqu'au dernier moment, si Kléber Mesquida ou moi-même avions souhaité faire capoter l'accord, nous avions les moyens de le faire. Nous n'avons pas choisi cette solution, nous avons choisi l'intelligence dans l'organisation de notre territoire. Comme l'a dit Kléber ce matin et je reprends ses mots : « *C'est un accord gagnant-gagnant.* »

Si nous n'avions pas été d'accord, si l'ensemble des compétences avaient basculé à la Métropole, cela aurait été un accord perdant-perdant. Perdant parce que le Département se serait trouvé très largement ébranlé au niveau des services et du fonctionnement, et la Métropole, de la même façon, en particulier sur son côté financier, car la charge à recueillir aurait été très importante.

L'accord qui a été passé est un accord d'intelligence, et je m'en félicite. Cet accord porte sur un certain nombre de transactions financières, mais aussi sur des transferts de personnels et de logistique.

Pour ce qui est du Fonds de Solidarité Logement, je ne rentrerai pas dans les chiffres. Vous avez la délibération. Je ne vais pas lire les chiffres, si vous êtes d'accord, parce que vous avez tout sur les tables. Il est important que nous puissions avoir cette compétence qui vient s'ajouter aux compétences sociales de la Métropole qui a recueilli, de par la loi, la politique de la ville, et notamment pour les quartiers sensibles.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes, nous le traitons déjà en partenariat avec le Département, au travers du FAJ qui est traité par le CCAS de Montpellier. C'est un accord qui existait déjà lorsque j'étais Vice-Président du Centre Communal d'Action Sociale, il y a maintenant quinze ans.

Enfin, sur la culture, c'est un accord qui a pris du temps, mais qui s'est fait dans un respect mutuel de la continuité de l'action publique et de la maintenance de l'offre culturelle. Je remercie le Président Kléber Mesquida et je remercie tous les Conseillers départementaux qui ont voté cet accord ce matin à l'unanimité. Et c'est un fait historique. Je reviendrai sur l'histoire en fin de propos.

C'est l'occasion aussi pour moi de remercier Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes et les services des deux institutions dirigées par Christian Fina et Daniel Villessot, qui ont travaillé sans relâche pour conclure cet accord. Il était parfois 1 heure 07 du matin et nous recevions des mails. Cela s'est fait dans cet esprit.

Le fait est que les grands festivals qui sont au Domaine d'O, que ce soit Arabesques, Folies d'O et surtout le Printemps des Comédiens, trouveront une continuité naturelle, car le Département s'est engagé à poursuivre les financements si la Métropole acceptait d'assurer la pérennité du festival, ce que nous avons fait l'un et l'autre. Ensuite, sur la culture, d'autres subventions ont été transférées ainsi que du personnel puisque 25 personnes du Domaine d'O seront transférées.

Enfin, quatrième compétence qui est un peu à part des autres, c'est celle de la voirie. La compétence de voirie pouvait être, de par la loi, transférée en tout ou partie. S'il n'y avait pas eu d'accord, l'ensemble de la voirie aurait basculé immédiatement dans le domaine de la Métropole.

L'accord que nous avons trouvé concerne 400 kilomètres de route avec les compensations financières. Il concerne aussi, pour le Département, le respect des engagements qui avaient été pris au travers du Contrat de Plan Etat-Région pour le contournement Ouest, par exemple. Il a souhaité également être présent et rester maître d'ouvrage sur la déviation Est. Et pour ce qui est du LIEN, le Département le conserve, sauf une partie qui est la jonction – je parle sous ton contrôle – avec la 750.

Kléber MESQUIDA

On va jusqu'à la 750.

Monsieur le Président

C'est le Département qui le traite jusqu'à la 750. En effet, les choses sont compliquées en termes de voirie. Il arrive parfois que les voiries passent sur le domaine métropolitain, passent sur le domaine départemental, puis reviennent sur le domaine métropolitain. Là, cela se calcule en fonction des kilomètres. Il vaut mieux assurer un équilibre global et que chacune des collectivités assure le fonctionnement et l'entretien de ces voies de façon complète.

Voilà l'esprit qui nous a amenés à cette situation.

Sur le plan historique, maintenant, oui, l'accord que nous scellons aujourd'hui avec le Président du Conseil Départemental de l'Hérault est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de nos institutions. Cela fait peut-être soixante ans qu'un Maire de Montpellier n'avait pas été présent aux côtés du Président du Conseil Départemental à la tribune du Conseil Départemental.

Je crois que cela doit dater d'Alexandre Laissac, qui était Conseiller Général des hauts cantons et qui était aussi Maire de Montpellier. Quand on connaît l'histoire du Département sur les trente ans qui viennent de s'écouler, où des affrontements de toutes sortes se sont déroulés, où la Ville a parfois tourné le dos à son propre territoire et où le territoire s'est replié face à la Ville, aujourd'hui, nous ouvrons une nouvelle page du livre d'histoire qui s'appelle la coopération, l'intelligence.

Cet accord que nous scellons aujourd'hui ouvre la voie à d'autres accords et à d'autres coopérations, et l'avenir nous le prouvera. En effet, les institutions ne sont jamais figées, et les lois en termes d'organisation territoriale vont et viennent au gré des gouvernements et des formes de gouvernance.

Nous sommes donc en partenariat. Ce partenariat arrive à la fin d'une série d'autres partenariats que je vais rapidement brosser, et qui donnent un peu le rythme, la cadence.

Le premier partenariat que nous souhaitons honorer, et qui est un peu la marque de fabrique de la Métropole, c'est avec vous, avec les 31 Maires de la Métropole, au travers de la Conférence des Maires qui décide de l'avenir de l'institution. Vous le savez, ce partenariat fonctionne comme les coopératives agricoles ou viticoles, un homme/une voix, quelle que soit la grosseur de la commune.

Le deuxième partenariat qui a été fait et organisé en même temps que la création de la Métropole, c'est le Parlement des Territoires. Je ne souhaitais pas que l'on dise que la Métropole délaierait le tissu rural, péri-urbain et hyper-rural. Ainsi, nous avons contractualisé sous forme de coopérations, sous forme de volonta-

riats, avec 55 Communautés de communes qui couvrent à peu près ce que l'on appelle historiquement le Bas Languedoc. C'est aussi une instance de coopération.

La troisième instance de coopération, c'est celle avec les Communautés de communes voisines de la Métropole : Thau Agglo, Nord du Bassin de Thau, Cœur d'Hérault, Pays de Lunel et Etang de l'Or. Ce G7 nous permet de discuter des grands documents d'aménagement du territoire, et nous permet aussi de discuter des lieux de centralité qui sont là ou à venir, et qui intéressent un territoire plus grand que celui de la Métropole. Nous le discutons de façon apaisée.

Lorsqu'avec René Revol nous signons la convention avec le Pic Saint-Loup sur l'eau, nous réduisons une affaire pendante depuis trente ans. Lorsque nous restituons avec Palavas, et grâce au Conseil Départemental, la navette qui va de Montpellier à Palavas et avec l'aide de TaM et du Pays de l'Or, nous restituons un service aux habitants qui n'était pas rempli depuis douze ans, alors que du bureau de la mairie, je vois Palavas. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

La quatrième coopération, c'est celle qui avait été espérée longtemps par Georges Frêche, celle qui unissait Alès, Nîmes, Montpellier et Sète. Nous l'avons fait avec souplesse, avec comme thématique les transports, le *design*, la santé et la culture.

Mais la plus grande coopération, la plus difficile politiquement, la plus sensible politiquement, c'est la Ville-centre, chef-lieu, avec son Département, c'est-à-dire son écrin originel. Il est facile de faire une convention avec Toulouse, quand on se marie, mais il est plus difficile de réinsérer des territoires entre eux qui ont eu une histoire complexe. Nul n'est prophète en son pays, nous avons prouvé le contraire. Nous l'avons fait parce que c'est la voie de la modernité, c'est le sens de la loi aussi, mais c'est surtout la voie de la cohérence pour les citoyens.

Et nous l'avons fait avec les yeux ouverts. J'ai rassemblé les Maires de la Métropole il y a quelques jours parce que je ne pouvais pas prendre seul la décision sur l'accord que nous proposerons à vos suffrages tout à l'heure. 23 maires se sont prononcés pour, 7 étaient absents, et 1 s'est abstenu, en Conférence des Maires. Muni de ce document, qui était la validation globale de l'accord entre le Département et la Métropole, j'ai donné mon accord pour que la séance d'aujourd'hui puisse avoir lieu. La séance d'aujourd'hui n'est pas arrivée par hasard, mais de façon démocratique, et après consultations et concertations.

Qu'il me soit permis de remercier tous ceux qui ont concouru à cet accord, et en premier lieu le Président du Conseil Départemental, les Conseillers départementaux et les administrations, sous le regard bienveillant de l'Etat et de la Chambre Régionale des Comptes.

Voilà ce que j'avais à vous dire. Maintenant, si vous êtes d'accord, place aux débats. Qui demande la parole ?

J'ai oublié de vous dire que je remercie les élus de la Commission, Jean-Pierre Grand, Sénateur, Max Lévit, qui est excusé, ce soir, et Laurent Jaoul qui est aux antipodes, pardon, qui est en vacances. Dès que l'on dépasse Saint-Brès ou Baillargues, c'est aux antipodes. Il est en vacances et excusé.

Monsieur Grand, Monsieur Larue, Monsieur Pastor, Monsieur Pellet, Monsieur Calvat, Monsieur Raymond, Monsieur Moynier, Madame Brissaud, Monsieur Travier et Monsieur Rouilleault. Je mets aux voix la liste. Il n'y a pas d'autres demandes d'intervention ? Vous êtes d'accord sur l'énoncé de la liste.

Monsieur Grand.

Jean-Pierre GRAND

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais apporter mon témoignage. Je voudrais dire que ce soir n'est pas une soirée ordinaire. Ce n'est pas une soirée ordinaire parce que, Monsieur le Préfet, depuis 34 ans, je siège au District, à l'Agglomération et aujourd'hui à la Métropole. J'ai donc bien en tête l'histoire des relations, Monsieur le Président, entre notre Communauté montpelliéraine et les communes périphériques, et le Département.

Ce fut une histoire longue et parfois douloureuse. Dans tous les cas, c'était une histoire qui ne s'inscrivait pas dans l'esprit des lois de décentralisation voulues par Gaston Defferre et votées en 1982. C'est une histoire que j'ai prise au tout début, en 1983, et que j'ai observée, comme Maire de Castelnau, qui avait avec la Ville-centre les relations qu'elle devait avoir, puisque nos deux communes étaient à l'origine de la création du District dans les années 60. Il y avait donc une histoire. Cette histoire, ce n'était pas celle d'un corps politique, ce n'était pas celle d'une amitié politique, c'était celle du respect des lois de décentralisation. Le temps a passé et les choses n'ont guère évolué.

Et aujourd'hui, on est là, Président du Conseil Départemental, Président de la Métropole, Maire de Montpellier, et vous, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes, Monsieur le Secrétaire Général qui êtes arrivé dans notre Département – vous verrez, il est formateur – et vous, Messieurs les Directeurs Généraux des Services. Je voudrais d'abord m'adresser à vous en vous disant que les uns et les autres, chacun à sa place, vous avez, comme des horlogers suisses, monté une belle mécanique qui nous permettra de nous prononcer, je l'espère, à l'unanimité pour parapher cet accord, l'accepter, le voter.

Je voudrais dire qu'au-delà de ces instants, c'est un hommage que l'on rend à la démocratie et un respect de la loi. C'est aussi un message que nous passons à nos citoyens qui, tous les matins, en ouvrant le journal, en écoutant le poste de radio ou en regardant la télévision, vivent des moments difficiles, à la fois sur le plan des événements, mais aussi avec des moments d'interrogation sur la classe politique, sur celles et ceux qui les dirigent localement et nationalement.

Et ce soir, au-delà de tout ce que nous faisons, tout ce que nous allons voter, c'est peut-être une façon aussi de les rassurer sur le fait que les élus locaux sont des gens responsables et raisonnables, qui sont à la fois au service du quotidien, au service de l'aménagement du territoire qui est un peu plus lointain, et au cœur de la démocratie, la démocratie au plus près. Ils ont la confiance, car nous tous, ici, sommes des élus, pour certains de longue date et pour d'autres plus fraîchement. Nous sommes des élus, et par définition, élus, nous avons l'obligation de représenter la bonne voie et, dans tous les cas, les bons comportements.

Oui, cela aurait été facile, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur le Maire de Montpellier, à vous deux, de trouver tous les moyens pour que cet accord n'ait pas lieu. Cela aurait été très facile. Là aussi, cela aurait pu être l'apocalypse après trente ans et plus de difficultés. Vous avez compris que le temps n'était pas à cela, mais que le temps était à la raison, que le temps n'était plus au dogmatisme et au syncrétisme, mais que le temps était à passer un message. Vous le passez aujourd'hui et je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Grand. Monsieur Larue.

Alex LARUE

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Département, Monsieur le Président, chers collègues. « *Je n'ai pas de plan B, je n'ai que des plans A.* » C'est par cette sentence que vous vouliez définitive, que vous aviez

répondu à mes interrogations sur votre stratégie dans le cadre des négociations avec le Département sur les transferts de compétences.

Je m'inquiétais à l'époque, comme certains, des conséquences financières et humaines de votre jusqu'au-boutisme en la matière. C'est la raison pour laquelle, avec certains de nos collègues, Messieurs Pastor et Pellet notamment, j'avais appelé à la raison et à la négociation. Je suis donc satisfait que nous ayons été entendus et que vous ayez, au moins sur ce dossier, retrouvé la raison.

C'est cette raison, et c'est heureux, qui a animé la totalité des acteurs nationaux de ce transfert imposé par la loi NOTRe puisque des accords similaires ont été trouvés depuis longtemps par la totalité des métropoles françaises. Alors de grâce, évitons de nous gargariser sur un accord qui aurait pu et dû être obtenu il y a plus de six mois.

Je précise que je serai particulièrement attentif à la mise en œuvre de cet accord, notamment sur le volet culturel. Car même si certains l'ont oublié, ou font semblant de l'avoir oublié, j'ai encore en mémoire le chantage politique de début de mandat qui a failli entraîner la disparition du Printemps des Comédiens. J'espère donc sincèrement que la culture ne sera plus l'otage de vos règlements de comptes politiques.

A cet égard, et avec un peu d'humour, cette ligne de démarcation au sein même du Domaine d'O me fait penser un peu à la zone démilitarisée entre les deux Corées. J'espère que les relations entre nos deux collectivités y seront plus pacifiques.

S'agissant du transfert de la gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, situées sur le territoire de la Métropole, je ne vous cache pas non plus mes inquiétudes sur son financement. Mais je ne peux que faire confiance à vos services, et plus particulièrement à Monsieur Fina, en espérant que cet accord a été bien paramétré. On verra à l'usage. Je regrette que vous ayez refusé la proposition du Département de prendre à sa charge le boulevard urbain dont le coût risque de faire exploser un peu plus nos finances.

Je n'insisterai pas plus sur le temps perdu et le stress généré sur les personnels concernés, et me contenterai donc de rappeler que cet accord n'est qu'une étape vers ce que doit être la définition de la vraie stratégie de la Métropole. Car ne nous trompons pas, c'est ce qui est désormais en jeu pour notre Métropole, la définition d'une stratégie pour faire face à la compétition accrue entre les différents territoires. Des étapes ont été franchies depuis 2014 par la volonté collective des membres de cette assemblée, avec le passage en Métropole et l'accord sur le transfert des compétences avec le Département.

C'est à vous, désormais, de fixer un vrai cap à notre collectivité, car au-delà des incantations, d'ailleurs évolutives, sur les différents piliers de la Métropole, je ne vois pas où vous voulez nous mener ni quelle est votre vraie vision pour notre Métropole. A cet égard, et une fois n'est pas coutume, je souhaiterais rendre hommage à Georges Frêche qui, lui, avait su montrer le chemin. Mais, hélas ! Qu'est devenue, avec vous, Montpellier la surdouée, sinon une belle endormie ? En conclusion, je crains que vous n'ayez pas plus de plan A que de plan B.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. C'était intéressant. Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Mesdames et Messieurs, je ne vous cache pas ma joie, aujourd'hui, et je pense que

ce n'est ni le moment ni le lieu de rappeler des épisodes parfois un peu difficiles. Je crois que vous êtes arrivés à un accord gagnant-gagnant, comme les deux Présidents l'ont dit, et c'est une excellente chose.

Je suis absolument ravi parce qu'il y a déjà cinq ans, je prônais que Montpellier soit une Métropole. On n'était pas nombreux à ce moment-là. J'ai aussi prôné un accord gagnant-gagnant entre les deux collectivités et l'on y est arrivé. J'en suis donc particulièrement heureux.

Je voudrais saisir cette occasion – puisque le Président dit toujours que chacun défend son territoire – pour remercier chaleureusement Monsieur Kléber Mesquida, ainsi que mes deux Conseillers départementaux, Claudine Vassas Mejri et Yvon Pellet, pour le coup d'accélérateur qu'ils ont donné pour le contournement de Castries. Je le fais au nom des Castriotes et aussi au nom de mes collègues, les Maires de l'Est de l'Agglomération, qui sont chaque jour confrontés à cette traversée de Castries.

Et je vous fais pleine confiance, Monsieur le Président, pour achever rapidement ce chantier qui est déjà très bien engagé. En tout cas, merci, Monsieur le Président, Messieurs les Présidents, pour les Castriotes et tout l'Est de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pastor. J'ai l'intention d'être présent le jour de vos vœux.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je vous accueillerai.

Monsieur le Président

Vous me l'avez si gentiment proposé.

Monsieur Pellet.

Yvon PELLET

Pour les vœux de Castries, je pense que la déviation ne sera pas encore en service, mais votre visite, Monsieur le Président, nous fera plaisir à tous.

Je voulais, comme je l'ai fait ce matin au Département, m'exprimer en tant que Maire, et bien sûr de la Métropole et Conseiller départemental. Vous le savez, vous l'avez entendu dans cet hémicycle, je l'ai dit au Département aussi, j'ai toujours défendu la position de l'intérêt général. Cela m'a valu d'avoir toujours une grande franchise, et je me souviens d'avoir voté contre un vœu une certaine fois, et certains de mes collègues avaient dit : « *Ouh là ! Philippe Saurel, tu vas voir ! Maintenant, c'est fini, il t'a à l'œil* », etc. Mais avec Philippe Saurel, on s'est expliqué tout de suite après et il a entièrement compris ma position.

Ma position est celle de l'intérêt général, parce qu'aujourd'hui, sur ce territoire, sur cette Métropole, dans ce Département, nos concitoyens ont deux ou trois soucis, à savoir le développement économique pour trouver du travail, pour leurs enfants ou pour eux-mêmes, le social pour avoir une réponse rapide, une réponse unique, et le transport. Vous savez que le transport a toujours été mon dada, il s'agit d'avoir des solutions dans ces mouvements pendulaires travail-maison. C'était ma ligne de conduite.

On a ferraillé en Conférence des Maires, on s'est toujours tout dit très clairement, et c'est vrai que les discussions ont été drues et ont été consensuelles. On a deux Présidents, un qui défend son territoire du Dépar-

tement de l'Hérault et un qui défend le territoire de la Métropole. Comme je le disais ce matin, ce ne sont pas deux perdreaux de l'année, ce sont des gens qui connaissent tous les rouages de la politique au sens le plus noble du terme.

Ce qui me fait plaisir, c'est que la position que j'ai eue depuis le début, on l'a entérinée ce matin à l'hôtel du Département, et on l'entérine ce soir, ici, à la Métropole. Franchement, je vous remercie tous les deux, ainsi que les services, et Monsieur le Préfet et Monsieur le Président de la Chambre Régionale. Je vous remercie tous les deux, non pas de m'avoir écouté – comme me le dit Jean-Luc Meissonnier, à côté –, mais d'être allés vers l'intérêt général de nos citoyens.

Merci, encore une fois, et l'on va faire du bon travail dans ce Département et dans cette Métropole. Soyez-en sûrs. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Yvon. Je passe la parole maintenant à Renaud Calvat.

Renaud CALVAT

Merci. Monsieur le Préfet, Messieurs les Présidents, Monsieur le Président Saurel, il est évident que je ne cache pas mon plaisir et que je voterai la délibération que vous nous proposez. Monsieur le Président Saurel, je voudrais vous dire ma satisfaction à la fois sur le fond et sur la forme.

Sur le fond, je crois que le fait de défendre, comme nous le faisons ici, la Métropole, de reconnaître son utilité, c'était aussi admettre qu'en l'état actuel de la législation – on en a longuement parlé ici avec le Président Saurel – principalement sur le prélèvement de l'impôt, il était illusoire de vouloir récupérer l'ensemble des compétences du Département. Et cela n'aurait pas renforcé la Métropole, cela l'aurait, au contraire, affaiblie.

L'accord que vous nous proposez aujourd'hui est un bon accord. Vous avez dit tout à l'heure : « *accord gagnant-gagnant* ». Je me permets d'ajouter un troisième « *gagnant* », gagnant-gagnant-gagnant. C'est l'usager, l'usager des routes, le citoyen passionné de culture qui pourra continuer à aller s'émerveiller au Domaine d'O pour assister aux différents festivals.

Je suis aussi pleinement satisfait, Président Saurel, sur la méthode. Notre Métropole, vous le dites souvent, est une Métropole librement consentie. Vous l'avez rappelé dans votre discours, cette Métropole est gérée par la Conférence des Maires, un homme/une voix. Chaque fois, pendant cette année, vous avez consulté la Conférence des Maires, et jusqu'au dernier moment. Quelques heures après votre rencontre avec le Président Mesquida, vous avez réuni l'ensemble des Maires, et à une quasi-unanimité, les Maires ont soutenu cet accord. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci, Renaud. Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président-Député, Monsieur le Président-Maire, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de la Cour des Comptes, je vais vous dire que je suis ravi, moi aussi, de ce compromis. C'est une bonne chose. Il crée une certaine synergie entre le Département, la Métropole et les communes sur quatre compétences,

quatre compétences importantes – vous l’avez rappelé – qui permettent ainsi de répondre à l’intérêt général des collectivités, mais surtout qui permettent de répondre aux contribuables.

Toutefois, j’ai des interrogations et des doutes sur une compétence qui me paraît importante, primordiale pour notre territoire, un territoire qui bouge, qui se développe et qui nécessite notamment d’entretenir et de créer des voiries.

Aujourd’hui, on discute du transfert de la voirie du Département vers la Métropole avec – on ne les a pas développés – des chiffres qui sont mentionnés dans cette délibération. Je dois vous dire que ces chiffres m’inquiètent par rapport à la somme qu’ils représentent pour l’entretien de 400 kilomètres de route, et demain la création de nouvelles voies pour pouvoir répondre aux attentes de nos concitoyens.

Vous avez bien précisé que le Département serait toujours en partenaire, qu’il serait associé à la Métropole pour certains investissements. Pour autant, certains investissements ne seront plus présents, ou en tout cas, le Département ne se positionne pas aujourd’hui, et l’on verra demain comment il se positionnera sur certains investissements.

Je pense notamment – Gilbert y a fait allusion – à la fin du contournement, de la déviation de Castries, qui représente quand même un montant de plus de 15 millions d’euros affichés. D’autres investissements avaient été indiqués, notamment le doublement de la 2x2 voies de Clapiers au Crès, la RD 65, pour 3 millions d’euros, la RD 66 à Villeneuve-lès-Maguelone pour 2 millions d’euros, et d’autres investissements plus tard, quand nos villages auront accueilli encore de nouveaux habitants, qu’ils se seront développés et nécessiteront l’usage de ces voiries. Je pense au contournement Ouest de Montpellier, à la déviation de Baillargues-Saint-Brès en totalité, et d’autres.

Par rapport à ces investissements qui se chiffrent en plusieurs centaines de millions d’euros, ce soir on ne pourra pas délibérer et dire quelle sera la participation de chaque collectivité. C’est par rapport à ces éléments-là que je suis inquiet.

Autre point, et sans vouloir piquer qui que ce soit, le Département a financé le tramway, la ligne 1, la ligne 2, la ligne 3, la ligne 4, pour 75 millions d’euros. Qu’en sera-t-il de la ligne 5 ?

Pour toutes ces raisons, qui se limitent à la voirie, je m’abstiendrai.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Raymond. Monsieur Moynier.

Arnaud MOYNIER

Bonsoir, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Département, Monsieur le Président de la Métropole, chers collègues, merci de me donner la parole.

Comme certains l’ont souligné, c’est ce soir un moment historique, n’est-ce pas ? Il est historique pour nos administrés, mais surtout historique pour les Maires présents, ici, dans la salle. Bien entendu, je souhaite souligner un peu plus la prise de compétence sur la partie voirie qui est, vous le savez, comme Joël Raymond, mon collègue, et mes deux collègues, Maires de Saint-Geniès et de Castries qui viennent de prendre la parole, quelque chose qui nous a toujours fait souci et qui nous anime, car c’est tout simplement notre quotidien, à nous, élus de terrain.

Nous avons hier des Conseillers départementaux qui débattaient, au sein du Conseil Départemental, de voirie. Et nous aurons demain, tout à l'heure en tout cas – je préjuge un peu –, des Conseillers métropolitains qui vont débattre de la voirie. C'est à ce titre, ce soir, que je prends la parole à vos côtés, pour commencer à défendre les futurs projets qui nous animeront.

Finalement, si je ne m'abuse, nous allons rajouter des compétences voirie, qui étaient départementales, aux compétences voirie déjà prises par la Métropole qui étaient de type communal. Nous allons en rajouter. Je forme le vœu, ce soir, que cet ajout de compétences voirie départementales soit très bien organisé au sein des services de la Métropole, et que nous fassions preuve, avec les services et tous les Maires, ici présents, et vous-mêmes, d'efficacité, de raison et de bon sens pour faire avancer les projets et les faire aboutir aussi bien qu'ils aboutissaient avec le Département. En effet, je dois le souligner, je suis très content, pour ma part, du travail qui a été réalisé sur mon canton par les Conseillers départementaux au niveau de la voirie.

Et vous me permettez de faire un petit ajout au Maire de Castries, concernant cette déviation de Castries. Parfois, il arrive que du Château de Fontmagne au château de Castries, nous fassions la queue. Cette déviation de Castries est évidemment très attendue. Elle n'est pas attendue que par les communes de la Métropole, de l'Est montpelliérain et du Nord-Est montpelliérain, mais par toutes les personnes des communes du bassin saumurois qui se rendent près de Montpellier pour travailler.

Ce soir, je prenais la parole au titre de Conseiller métropolitain et simple petit Maire de la commune de Beaulieu, et je suis très positif à vos côtés, je voterai pour cette délibération. Mais je voulais former le vœu que nous fassions du bon travail, et surtout que nous puissions engranger des résultats.

Merci. Bonne soirée.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Arnaud. Bernard Travier.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur le Président de la Métropole, chers collègues, l' élu à la culture que je suis ne peut qu'avouer son soulagement ce soir, puisque nous constatons tous qu'un accord important a été conclu, et un accord gagnant-gagnant puisque vous l'avez qualifié de la sorte.

En ce qui me concerne, je suis particulièrement ravi de cet accord parce qu'il va nous permettre de rationaliser la politique culturelle de la Métropole, et de ne pas être, finalement, éloignés du Département. Pourquoi ? Il y aura deux lieux culturels que je vois complémentaires, et c'est essentiel, deux saisons culturelles, hiver et été, avec une « vertébralité » et un sens général. C'est en tout cas ce que je souhaite. Des publics séparés de fait vont maintenant se retrouver d'une manière éclatante. Et je crois que tout ceci est à porter au crédit des deux assemblées.

Un grand professionnel que vous avez soutenu, Monsieur le Président du Département, Jean Varela va nous rejoindre puisque le Domaine d'O fait partie du transfert. Sa compétence est reconnue, ses résultats sont exceptionnels et reconnus par la presse nationale. C'est à mettre aussi du crédit du Département. Il faut être honnête, le dire et le rappeler.

Tout ceci s'inscrit dans un accord entre le Département et la Métropole. Je remercie donc les élus, mais aussi les services qui ont porté ce travail depuis le début.

Je veux dire aussi que j'ai une très grande confiance en mon collègue Renaud Calvat, et je suis persuadé que lui et moi ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour que cet accord devienne une réalité, que les personnels soient rassurés, et surtout, que nos concitoyens soient fiers de leurs élus et ne les critiquent pas.

J'ai écouté ce qu'a dit notre collègue Larue, je ne partage absolument pas ce qui a été dit. L'image culturelle de la Ville et du Département est excellente. Il suffit d'ouvrir *Télérama* cette semaine, il suffit de regarder la couverture de *l'Art-vues*, il suffit de suivre l'actualité culturelle nationale. Et au cinéma, encore hier soir, dans un film grand public, il était rappelé qu'il y avait un festival de danse à Montpellier, le scénario voulait que l'on y fasse allusion.

En ce qui me concerne, je suis fier de l'image culturelle de la Ville, de la Métropole et de ce que le Département vient de nous transférer. Les élus ne doivent pas avoir honte, au contraire, c'est un Département exemplaire sur ce terrain et une Métropole tout aussi exemplaire.

Je vous remercie pour cet accord.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Travier. Je n'ai pas répondu à Monsieur Larue tout à l'heure, mais puisque vous avez remis le couvert, je vais dire un mot.

Monsieur Larue, on ne peut pas être élu si l'on crache en permanence sur le territoire et sur les hommes et les femmes qui y habitent. Les gens qui sont candidats à la mairie et qui disent que Montpellier est pourri, dégueulasse, que ce n'est pas une ville fréquentable, ne peuvent jamais être élus. C'est mathématique. Je vous donne ce petit conseil pour la prochaine fois, cela vous aidera.

Alex LARUE

Monsieur le Président, je n'ai pas du tout remis en cause la qualité de l'offre culturelle de Montpellier. J'ai juste exprimé des inquiétudes à l'avenir, et je suis tout à fait d'accord avec le constat de Monsieur Travier sur la qualité de l'offre culturelle montpellieraine.

Monsieur le Président

Alors, c'est parfait. J'ai mal entendu.

Alex LARUE

Deuxième chose, je n'ai jamais attaqué la ville.

Monsieur le Président

Je n'ai pas bien entendu, alors.

Alex LARUE

Ne déformez pas mes propos s'il vous plaît.

Monsieur le Président

J'ai mal entendu, d'accord. C'est la paix de Noël. Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, je ne voudrais pas casser l'ambiance ni laisser, par mon propos, entendre que nous sous-estimons la nécessité impérieuse pour notre territoire d'une collaboration entre notre Métropole et le Département, dont le Président nous fait l'honneur de sa présence, ce soir.

Je vais commencer par vous féliciter, Messieurs les Présidents, au nom du groupe « Libres et Humanistes », d'être parvenus à cet accord. De plus, nous sommes conscients qu'il nous reste encore beaucoup de travail à effectuer et de chemin à parcourir pour être à la hauteur de ces nouvelles compétences. Nous voterons pour cet accord ce soir.

Néanmoins, nous avons quelques interrogations, au travers du seul document de quatre pages dont nous disposons. Nous avons, avec mes collègues du groupe « Libres et Humanistes », assisté au Conseil Départemental ce matin, puisque nous avons quelques heures, pour arriver à avoir des réponses à nos questions. Mais on n'a pas trouvé toutes les réponses à nos questions dans ce débat, qui a été intéressant, autant sur la forme que sur le fond, mais qui a manqué de détails.

Par exemple, nous avons conscience que pour être à la hauteur des compétences qui nous sont nouvellement confiées, il va falloir quand même continuer à assumer nos anciennes compétences, celles que l'on a toujours. Pour cela, notre première question est de savoir si nous aurons les moyens de le faire, et si une étude d'impact budgétaire a été faite à la Métropole pour savoir exactement le montant des charges qui vont être transférées. Dans le document, nous avons trouvé quelques chiffres, bien entendu. Je vais vous les donner et vous me direz si l'on a tout noté.

Pour les deux compétences concernant le social, on note une dotation de compensation annuelle de 6 millions d'euros. C'est le social et la culture. Et pour la voirie, en fonctionnement, ce sont 2,675 millions d'euros, et en investissement, 5,583 millions d'euros sur l'année 2017, qui vont visiblement un peu augmenter les prochaines années. Cela revient à 8 millions d'euros pour les routes et à 6 millions d'euros pour la culture et le social, et tout cela pour assumer quatre nouvelles compétences.

Nous nous sommes renseignés un peu, avec notre groupe, et nous avons remarqué qu'à Strasbourg, pour 223 kilomètres de routes, la compensation était de 12 millions d'euros. Je me demandais juste si les entrepreneurs étaient moins chers qu'à Strasbourg ou s'il n'y avait pas quelque part une sous-estimation des travaux à engager et qui irait impacter notre Métropole.

Notre deuxième question est la suivante. Si ces études d'impact ont eu lieu – et j'imagine, Monsieur le Président, que vous avez réfléchi à tout cela, bien entendu, et que cela a fait partie de votre négociation – va-t-on avoir de nouvelles orientations dans notre budget ? On aura l'occasion, dans ce cas, d'en parler lors du débat d'orientation budgétaire qui va bientôt avoir lieu. Ne pourrait-on pas avoir déjà quelques idées des changements d'orientation à effectuer, des priorités à donner à notre nouveau budget ? Ou est-ce que les compensations vont permettre, à l'euro près, d'assumer ces nouvelles compétences sans impacter nos compétences actuelles ?

Dans un souci de transparence et d'objectivité, on estime qu'il aurait été intéressant de disposer d'un dossier un peu plus complet, avec le niveau de budget auquel nous devons nous attendre prochainement, surtout en ce qui concerne les routes. C'est une inquiétude qui est partagée par certains élus et Maires que j'ai entendus.

Les routes, on sait que cela coûte cher. Pour le niveau d'entretien à réaliser et le niveau des investissements à faire, etc., les 8 millions cette année vont-ils suffire ou faudra-t-il en prévoir beaucoup plus ? Et si vous avez des chiffres un peu plus exacts, ce serait bien.

On a vu aussi l'impact au niveau du personnel. C'est donc un transfert de 13,73 agents équivalents temps plein pour le social, 25 agents équivalents temps plein pour la culture, et pour la voirie, 46,35 équivalents temps plein hors fonctions supports. C'est à peu près cela.

Parmi les agents, avez-vous une idée de ceux qui accepteront ? En effet, je rappelle – cela a été dit ce matin – que c'est sur la base du volontariat, avec une priorité donnée au lieu de résidence, il me semble, et d'autres critères que vous avez déterminés, pour que les agents puissent choisir ou non de faire partie de ce transfert à la Métropole.

J'ai noté que ce serait sur la base du volontariat, de l'ancienneté et du lieu de résidence. A-t-on une idée du nombre d'agents qui accepteraient ce transfert ? Et dans ce cas, quelles seront leurs perspectives pour l'évolution de leur carrière ? Prendra-t-on en compte ou non leur ancienneté ? Ce genre de questions, qui concerne les ressources humaines sont à se poser.

Vous l'aurez compris, notre principal souci, c'est de savoir si nous avons les moyens d'assurer ces nouvelles compétences, si nous avons les moyens humains, matériels et financiers surtout, d'où viendront nos ressources et si elles seront à la hauteur de ce que les usagers sont en droit d'attendre et d'espérer de notre collectivité.

Monsieur le Président

Merci, Madame Brissaud. Je pense que vous aurez les réponses aux questions que vous venez de poser dans l'exposé des intervenants suivants.

Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, je voudrais d'abord vous remercier et remercier Kléber Mesquida pour cet accord, et bien sûr remercier Monsieur le Préfet et Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes pour avoir joué le rôle de facilitateur dans cette négociation. Je suis persuadé que, là-dessus, leur rôle a été tout à fait efficace et je les en remercie.

Donc, je voterai avec un grand plaisir cet accord. J'ai fait campagne pour le passage de l'Agglomération en Métropole, j'ai fait campagne pour que nos institutions coopèrent, et l'on est bien dans ce cadre. Il y avait un risque, s'il n'y avait pas d'accord – vous l'avez pointé –, d'une victoire à la Pyrrhus de la Métropole, c'est-à-dire les huit compétences qui basculent et inversement un coût financier significatif qui aurait été préjudiciable à nos concitoyens et au bon fonctionnement de nos services. Ce risque a été évité et tant mieux.

Je comprends aussi, ce qui paraît raisonnable, ce que signifie l'annexe sur les festivals. La question de la culture restera une question de compétence partagée, dans laquelle la Métropole et le Département coopéreront. Je pense que c'est très bien. Cela évitera notamment que le Département risque de perdre, en n'ayant plus la compétence générale, des possibilités d'intervention. Le Département pourra continuer de financer telle MJC sur le territoire de la Métropole ou telle commune faisant un investissement culturel significatif.

Je pense que c'est très bien que cela reste une compétence partagée, tout en me félicitant du fait que la politique de la Métropole, avec maintenant le Domaine d'O et les festivals, puisse être mieux coordonnée et de façon intelligente. Je me félicite de l'accord qui est intervenu. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Rouilleault. Je vais donc vous proposer de passer au vote.

Qui ne souhaite pas prendre part au vote ? Ceux qui ont une procuration votent avec les deux mains. Qui s'abstient ? 1 abstention. Qui est contre ? Qui est pour ? Merci beaucoup. C'est à l'unanimité des exprimés. La parole est à Kléber Mesquida.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. J. RAYMOND.

Kléber MESQUIDA

Merci, Président. Mesdames et Messieurs, chers collègues, vous ne pouvez vous imaginer, à cette place, ce que je ressens, un plaisir de fin gourmet. Je m'explique.

Lorsqu'en 2014, nous avons discuté au Parlement de la loi MAPTAM, qui instituait les Métropoles, dans l'assemblée départementale, il y a eu des expressions. Ici, il y a deux témoins, Jean-Pierre Moure qui était alors Président de l'Agglomération, et Philippe Saurel qui était Conseiller Général. Ils savent tout ce qui s'est dit dans cet hémicycle, tous les cris d'orfraie : *« Une Métropole ? Cela va manger le Département, cela va faire disparaître le Département ! »*

J'ai été l'un des rares, mais peut-être celui qui s'est exprimé le plus fort au sein de cette assemblée, à dire : *« La Métropole est nécessaire, car entre Marseille et Toulouse, qui sont Métropoles, qui l'ont été de par la loi, si Montpellier n'est pas Métropole, on n'existera plus. »*

Lorsque j'ai exprimé mon fort souhait – et j'ai voté cette loi – par rapport à l'ensemble de l'Hérault, j'étais alors bien sûr Conseiller Général, Premier Vice-Président chargé de l'aménagement du territoire. Je souhaitais – et c'est le cas – que la Métropole soit un phare qui éclaire le Département. Et j'ajoutais : *« Un phare, mais qui n'éclaire pas un désert. »*

Il fallait que le Département joue son rôle pour animer le reste du territoire et faire en sorte de créer des synergies, d'assembler tous ces bassins de vie, ces multiples richesses que nous avons, pour pouvoir avoir une cohésion départementale qui fasse en sorte que nous continuions à être un département attractif.

Nous le sommes puisque vous savez que le Département de l'Hérault est la première destination préférée des Français. Je l'ai dit ce matin, à Alco, ce n'est pas simplement parce que nous avons un littoral de charme, un temps clément, mais parce qu'il y a aussi beaucoup de richesses dans l'Hérault, une richesse d'hommes et de femmes, une richesse humaine, une richesse de territoire, de patrimoine, de sites, de paysages, toute une mosaïque qui fait de ce Département un joyau des départements de France.

Nous avons décidé de discuter, puisque la loi nous l'imposait et la Métropole étant créée, à travers nos équipes, chacun avec son professionnalisme. Et je voudrais saluer les deux Directeurs généraux, Monsieur Fina et Monsieur Villessot, et leurs équipes parce qu'ils n'ont pas été seuls, pour avoir travaillé comme on doit le faire.

Nous n'avons pas eu des échanges et des discussions en face à face ou en tête à tête avec le Président Saurel, parce que lui et moi avons des administrations qui savent faire le travail. Nous avons un grand régulateur, Monsieur Pezziardi, le Président de la Chambre Régionale des Comptes, en l'occurrence Président de la Commission d'évaluation des charges des transferts. Et nous avons un autre observateur, qui est également facilitateur, Monsieur le Préfet et son Secrétaire Général. Notre rôle était de les laisser travailler et ensuite d'émettre des orientations, des approbations, d'émettre quelques inquiétudes ou de demander des approfondissements. Cela a été fait et je voudrais une nouvelle fois remercier les services.

On conjugue les intelligences de nos territoires. Nos territoires ont des intelligences qui se sont forgées par l'histoire, par la présence humaine, et qui ont formé cette architecture héraultaise. Lorsque l'intelligence des territoires est rejointe par l'intelligence des hommes et des femmes qui animent ce territoire et sont chargés de l'administration, on arrive à un résultat. Si nous étions restés, le Président de la Métropole et moi-même, figés sur des postures, avec une armure devant nous, en nous demandant lequel allait percer l'armure de l'autre, on ne serait pas là aujourd'hui.

La seule préoccupation qui m'a guidé, parce que j'ai toujours eu une constance dans l'action politique et publique, c'était de répondre à un certain nombre d'éléments, de critères, notamment envers les usagers. Les usagers, il fallait qu'ils reconnaissent une cohérence. Je rappelle que le Département vote l'impôt sur le foncier bâti, et que les contribuables métropolitains sont appelés à contribuer au produit fiscal du Département. Pour ces contribuables, il était aussi nécessaire que le Département continue à avoir des actions. Sinon, on aurait été dans une autre situation, celle du Rhône, mais c'est un cas à part, où la Métropole exerce toutes les compétences. Mais il y a une complexité qui est tout autre que la nôtre.

Il y avait aussi les institutions, le rôle des institutions et le rôle du Département et de la Métropole dans la continuité de l'action publique. A mes yeux, le plus important, c'était de continuer à préserver cette action publique que le Département, depuis plus de deux siècles, avait initiée, non pas dans la forme actuelle, mais dans une continuité avec une longue histoire. Les Métropoles sont toutes jeunes. Dans cette action publique, il fallait que l'on trouve les accords.

Nous les avons trouvés puisque – le Président Saurel l'a rappelé – nous avons souhaité que ce qui avait été initié il y a plus de trente ans avec le Printemps des Comédiens... Et je salue Monsieur Travier qui, en expert, a apporté un jugement aiguisé sur ce Printemps des Comédiens. Je vous rassure, il n'a jamais été menacé. Il y a deux ans, il y a eu une grève des intermittents. C'est là que l'on s'est demandé s'il allait repartir. Le Printemps des Comédiens est reparti, il est bien en forme.

Cette semaine, j'ai reçu Jean-Claude Carrière dans mon bureau. Il est venu me voir, car il habite à Colombières-sur-Orb, et m'a demandé : « *Où en êtes-vous ?* » Je lui ai répondu : « *Patiencez jusqu'à la fin de la semaine, mais je suis persuadé que le Printemps des Comédiens continuera.* » D'ailleurs, il a prévu, l'été prochain, de monter sur les planches et de nous offrir une de ces prestations qui nous font saliver d'avance.

Donc, la continuité. Le Président Saurel a dit : « *On continuera ce qui a été fait.* » C'était notre préoccupation majeure. Dans l'accord, on a trouvé la formulation pour faire perdurer l'action publique. Je l'ai dit ce matin, nous sommes tous les deux dépositaires d'un mandat, d'un exécutif. Mais dans le futur, qui sait si l'une ou l'autre institution ne souhaitera pas ne plus donner suite ? On a donc inscrit dans le marbre cette continuité.

J'en terminerai là. Avec la permission du Président Saurel, j'apporte juste un élément de réponse. Concernant les éléments de voirie, la loi est très claire. On a fait le constat des comptes administratifs des sept dernières années, la moyenne qui a été faite est transférée. Cela veut dire que lorsque le Département avait cette compétence, dans son rythme budgétaire annuel, il exerçait cette compétence et réalisait des chantiers.

C'est simplement un problème de programmation et d'affinement de la stratégie à mettre en œuvre pour cibler telle ou telle opération. Nous avons cette habitude, mais comme un certain nombre de cadres et d'agents vont travailler avec vous, vous aurez aussi leur expérience qui sera utile pour vous guider dans vos choix.

Aujourd'hui, on a ce consensus. J'ai noté ce vote à l'unanimité des exprimés. Pour le département, cela a été l'unanimité globale, sans voix manquante, mais je respecte toutes les expressions démocratiques au niveau du vote. C'est vraiment un jour important.

Je l'ai dit ce matin. Lorsque nous voulons faire briller ce Département, lorsque nous voulons qu'il s'illumine, c'est aussi de permettre aux 343 étoiles plus ou moins grandes, en fonction de leur taille démographique, aux 343 communes, aux 343 étoiles, de continuer à illuminer ce ciel. Mais aussi, je fais appel à l'intelligence des hommes et des femmes qui peuvent apporter leurs lumières pour éclairer l'avenir de ce Département.

En tous les cas, je souhaite que cet accord soit l'augure d'une longue coopération et d'un partenariat objectif, sérieux et argumenté, parce que notre seul intérêt est de servir l'usager, de servir nos concitoyens et de servir l'Hérault.

Monsieur le Président

La parole est à André Pezziardi, Président de la Chambre Régionale des Comptes.

André PEZZIARDI

Merci, Monsieur le Président. Tout d'abord, je tiens à rappeler que je suis ici en tant que Président de la Commission locale d'évaluation des charges et des ressources transférées, et non pas en tant que Président de la Chambre des Comptes, même si pour être Président de la CLECT, Il faut être Président de la Chambre des Comptes. Mais vous connaissez les textes français, ils sont parfois un peu alambiqués. Je vais essayer de me cantonner dans le rôle de Président de la CLECT.

Avant toute chose, comme le rappelle la fable, il faut partir à temps. Nous sommes effectivement partis à temps, le 15 septembre, lorsque nous avons tenu la première CLECT, au cours de laquelle un accord sur les compétences à transférer n'a pas été obtenu.

Néanmoins, j'ai pensé que l'affaire était trop importante pour renoncer aussi vite. Et avec l'accord, bien entendu, des deux collectivités, nous avons poursuivi un travail dans le cadre de Comités techniques à l'occasion aussi de réunions dans mon bureau, notamment avec les deux Directeurs généraux des services, mais également en présence des services de la préfecture. Nous avons poursuivi un travail sur l'ensemble des compétences qu'il aurait fallu transférer si un accord sur trois d'entre elles, plus la voirie, n'avait pas été obtenu. Et tout ceci, en attendant des jours meilleurs.

Les jours meilleurs sont arrivés, on en a pris conscience très vite, somme toute, puisqu'en réalité, en trois mois, nous sommes parvenus à un accord, et en trois réunions de CLECT, c'est-à-dire dans un temps comparable au temps qu'il avait fallu pour que la Métropole de Toulouse et le Département de la Haute-Garonne se mettent d'accord, alors qu'un accord politique existait préalablement à la tenue des CLECT.

Je trouve que nous avons bien œuvré. Et pour répondre aux interrogations qui ont été prononcées, le travail de la CLECT vise à préserver la neutralité dans le transfert des charges d'une collectivité à une autre. Autrement dit, le montant des charges est évalué de telle sorte que les moyens correspondant à ces charges

soient donnés à la nouvelle collectivité pour que le service puisse être accompli dans les mêmes conditions qu'il était accompli lorsque c'était la précédente collectivité qui l'exerçait.

Nous sommes allés au-delà de cela. La particularité de l'accord auquel nous sommes parvenus est qu'il contient deux annexes. La loi prévoit qu'il fallait se mettre d'accord parmi un lot de huit compétences, sur trois ou une partie d'entre elles. Je ne vais pas y revenir, mais dans cette convention, puisque deux conventions vont être signées, vous aurez une annexe qui portera sur les subventions versées à des associations qui interviennent dans le cadre des festivals au Domaine d'O. C'est un plus.

En matière de voirie, vous aurez également une annexe. Il y aura une convention propre à la voirie qui donnera lieu à un arrêté du Préfet, et cette convention contiendra une annexe. Dans cette annexe, les moyens financiers qui vont être apportés par le Département à la Métropole seront assez conséquents, notamment dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région, puisque c'est plus de 11 millions d'euros qui sont en cause, plus de 11 millions par rapport aux sommes que vous avancez. Ces 11 millions n'étaient pas à discuter dans le cadre de la CLECT parce que, conformément à la loi, ces sommes auraient pu être discutées s'il y avait eu un engagement financier. Or il n'y avait pas d'engagement financier dans la période qui nous intéressait.

C'est donc une volonté politique, en quelque sorte, qui a permis d'aboutir et d'arrêter cette annexe qui, outre la participation du Département au Contrat de Plan Etat-Région, contient aussi d'autres dispositions, notamment ses participations pour l'ADEME et pour le LIEN.

On a là deux points essentiels qui complètent le dispositif conventionnel qui est prévu par la Loi NOTRe. Pour arriver à ce résultat, effectivement, il a fallu de l'engagement et l'engagement des services administratifs. Je renouvelle mes remerciements à Monsieur Villestot et son équipe, à Monsieur Fina et à son équipe et, bien entendu, comme cela a été dit, aux deux Présidents sans qui l'accord n'aurait pas pu être obtenu.

Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pezziardi. La parole est à Pierre Pouëssel, Préfet de l'Hérault.

Pierre POUËSSEL

Monsieur le Président de la Métropole, Monsieur le Président du Conseil départemental, Mesdames et Messieurs les élus, Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes, Mesdames, Messieurs, quelle journée ! Quelle journée, ce 22 décembre, pour le Département de l'Hérault et pour la Métropole de Montpellier Méditerranée !

Ce matin, à votre invitation, Monsieur le Président Mesquida, j'ai pu assister au vote unanime par lequel votre assemblée a approuvé les dispositions de la convention entre le Département et la Métropole de Montpellier, relative au transfert des trois compétences – FSL, FAJ et Culture –, ainsi que celle de la convention relative au transfert de la voirie du Département à la Métropole.

Ce soir, à votre invitation, Monsieur le Président Saurel, je viens d'assister au vote unanime des exprimés par lequel votre Conseil métropolitain vient, à son tour, d'approuver ces deux conventions.

On le sait, elles ont donné lieu à des négociations longues, parfois âpres et franches. Mais quoi de plus normal, quoi de plus conforme à l'ordre des choses ? Elles ont abouti à un accord équilibré, ménageant les intérêts respectifs de vos deux institutions. Mais surtout, ces négociations ont pu aboutir parce que Messieurs les Présidents, vous avez voulu faire prévaloir l'intérêt général sur toute autre considération subalterne.

Oui, cet accord est historique, car il rompt avec une longue tradition d'affrontements entre le Département et l'Agglomération de Montpellier qui, à force de se perpétuer, prenait au fil des ans l'allure de la fatalité. Avec courage, audace, résolution et intelligence, vous avez décidé, Messieurs les Présidents, d'y mettre un terme et de faire de ce passé table rase pour ouvrir les chemins de l'avenir.

En ma qualité de représentant de l'Etat dans le Département, je me réjouis très vivement et très sincèrement. Avec cet accord, j'en suis convaincu, s'ouvre une ère nouvelle, fondée sur la détente, l'entente et la coopération entre le Conseil Départemental de l'Hérault et la Métropole de Montpellier, tout comme c'est déjà le cas entre la Métropole et la Région Occitanie, depuis la signature le 3 juin dernier du volet métropolitain du Contrat de Plan Etat-Région.

Cette normalisation des relations entre les institutions métropolitaine, départementale et régionale, est une condition nécessaire et une condition indispensable pour vous permettre, Messieurs les Présidents, de relever, dans les années à venir, le défi du développement de vos territoires dans le cadre de la grande Région Occitanie.

Vraiment, après la pluie, le temps est beau. Ce matin, en Conseil Départemental, j'évoquais le printemps. Permettez-moi ce soir de prolonger la métaphore en formant un vœu. Que cent fleurs fleurissent et nous en ferons tous ensemble un bouquet aux couleurs de la République. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Préfet. Nous allons donc, maintenant, avec Kléber Mesquida, signer le registre qui prend acte de cette délibération. Le registre a été signé ce matin, après la délibération du Département. On va le faire à deux. C'est un mariage.

Le Président de la Métropole, Philippe Saurel, et le Président du Conseil Départemental, Kléber Mesquida, procèdent à la signature du registre.

Monsieur le Président

J'ai fait préparer, pour tous les acteurs efficaces qui nous ont permis ce soir de signer ensemble cette convention de transfert et d'arriver à cet accord équilibré, un peu de Puech Haut de Saint-Drézéry, sur la Métropole, et le livre de l'exposition de Frédéric Bazille.

Les cadeaux sont distribués.

Monsieur le Président

La séance est levée, le bar est ouvert.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.